

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025 A 9H30

N° 25 12 25

Rapporteur : Ousmane NDIAYE

AFFAIRES GÉNÉRALES

FINANCES

Dépenses d'investissement

Mandatement du quart des crédits ouverts

. Autorisation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize décembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le cinq décembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL, M. José GUTIERREZ (à partir du point n° 25 12 33).

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Gilles DON SIMONI.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : M. José GUTIERREZ (jusqu'au point n° 25 12 32), Mme Yvette ROMÉRO, Mme Élise ROGER, M. Samuel LEROY.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 12 33
Présents	16	17
Procurations	5	5
Absents excusés	4	3
Absents	4	4
Votants	21	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20251213-2512-25-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/12/2025
Publication : 16/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'ouvrir les crédits selon le tableau ci-dessous afin que le comptable public soit en droit de payer les mandats d'investissement.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal adopte la délibération suivante,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que le Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été voté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la commune peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

CONSIDÉRANT que la délibération prise doit impérativement préciser le montant et l'affectation des crédits que l'exécutif est autorisé à mandater.

VU l'avis du Bureau Municipal du 1^{er} décembre 2025,

DÉCIDE :

- **d'autoriser le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2025.**

Le montant des crédits pouvant faire l'objet d'une utilisation avant le vote du Budget Primitif 2026 est fixé ainsi :

Articles	Libellés	Crédits 2025	Quart disponible
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 240,00	560,00
165 - Dépôts et cautionnements reçus		2 240,00	560,00
2031	Frais d'études	4 831,20	1 207,80
2051	Concessions, droits similaires	1 380,00	345,00
20 - Immobilisations incorporelles		6 211,20	1 552,80
20422	Privé : Bâtiments, installations	19 000,00	4 750,00
2046	Attributions compensation investissement	144 114,00	36 028,50

Articles	Libellés	Crédits 2025	Quart disponible
204 - Subventions d'équipement versées		163 114,00	40 778,50
2111	Terrains nus	7 000,00	1 750,00
2128	Autres agencements et aménagements	25 272,84	6 318,21
21312	Bâtiments scolaires	87 529,71	21 882,43
21314	Bâtiments culturels et sportifs	34 822,69	8 705,67
21316	Equipements du cimetière	40 122,00	10 030,50
21318	Autres bâtiments publics	40 522,64	10 130,66
21351	Bâtiments publics	99 682,36	24 920,59
21352	Bâtiments privés	11 010,60	2 752,65
2151	Réseaux de voirie	73 164,00	18 291,00
2152	Installations de voirie	31 861,92	7 965,48
21532	Réseaux d'assainissement	4 100,00	1 025,00
21534	Réseaux d'électrification	82 500,00	20 625,00
21538	Autres réseaux	48 000,00	12 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	700,00	175,00
215731	Matériel roulant	34 000,00	8 500,00
2158	Autres inst., matériel, outil, techniques	29 026,27	7 256,57
21621	Biens sous-jacents	20 000,00	5 000,00
21828	Autres matériels de transport	101 900,04	25 475,01
21838	Autre matériel informatique	65 176,50	16 294,13
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	995,00	248,75
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	39 261,04	9 815,26
2188	Autres immobilisations corporelles	82 949,27	20 737,32
21 - Immobilisations corporelles		959 596,88	239 899,22
23128	Travaux réaménagement de terrains	100 000,00	25 000,00
231311	Travaux bâtiments administratifs, techniques	50 000,00	12 500,00
231314	Travaux bâtiments culturels et sportifs	58 000,00	14 500,00
23 - Immobilisations en cours		208 000,00	52 000,00
Total		1 339 162,08	334 790,52

Les dépenses d'investissement mandatées seront inscrites au Budget Primitif 2026 lors de son adoption.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.